

## Suisse-Libye: Tripoli exige des excuses après l'arrestation du fils Kadhafi

GENÈVE (AFP) - La Libye exige des excuses de la Suisse après l'arrestation du fils du leader libyen Mouamar Kadhafi, a indiqué mardi le porte-parole du ministère suisse des Affaires étrangères en rendant compte d'un voyage d'une délégation suisse à Tripoli.



Hannibal Kadhafi, le 16 février 2005 à Copenhague (© AFP/Archives - Morten Juhl)

"Tripoli exige des excuses sur la manière dont Motassim Bilal Kadhafi (Hannibal Kadhafi) et sa femme Aline ont été traités lors de leur interpellation le 15 juillet dernier à Genève", a expliqué mardi le porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Jean-Philippe Jeannerat.

Le gouvernement libyen veut également que "les modalités conduisant à la fin de la procédure pénale soient définies", a-t-il ajouté.

Il s'agissait de la deuxième visite en Libye d'une délégation suisse pour tenter de trouver une issue à la crise ouverte entre les deux pays par l'arrestation d'Hannibal Kadhafi, un des fils du leader libyen, et de sa femme le 15 juillet à Genève à la suite d'une plainte de deux de leurs employés de maison --une Tunisienne et un Marocain-- qui les accusent de les avoir maltraités.

Le couple, qui nie ces accusations, a été libéré deux jours plus tard après avoir versé une caution d'un demi-million de francs suisses (312.500 euros).

Dans ses relations avec la Libye, l'objectif de la Suisse est de parvenir à la situation prévalant avant la date de l'arrestation, a souligné M. Jeannerat. Pour y parvenir, Berne, en accord avec Tripoli, a décidé de privilégier les discussions bilatérales.

La deuxième visite d'une délégation suisse à Tripoli s'est déroulée du 28 juillet au 1er août. "Les discussions ont été intenses", a dit le porte-parole.

La délégation suisse s'est efforcée d'expliquer aux autorités libyennes le fonctionnement de l'Etat de droit et de la séparation des pouvoirs en Suisse: "la Confédération ne peut pas enjoindre à une justice cantonale d'agir d'une manière ou d'une autre", a déclaré M. Jeannerat.

L'arrestation du fils du leader libyen avait entraîné une série de représailles de la part de Tripoli.

Deux Suisses, dont un salarié du groupe d'ingénierie helvético-suédois ABB, avaient été arrêtés en Libye, puis libérés sous caution. "Mais leur liberté de mouvement est toujours restreinte puisqu'ils ne peuvent quitter le territoire libyen", a précisé M. Jeannerat.

Les livraisons de pétrole libyen avaient été interrompues et ont repris. Les spécialistes avaient cependant estimé que ces mesures n'avaient pas d'impact sur l'approvisionnement en carburant de la Suisse, grâce à la mise en place d'autres canaux.

La Libye maintient un blocus des visas pour les citoyens suisses et les entreprises helvétiques dans le pays ne peuvent pas toutes travailler librement, selon le ministère suisse des Affaires étrangères.

Le porte-parole n'a pas exclu une rencontre entre la ministre des Affaires étrangères Micheline Calmy-Rey et son homologue libyen pour trouver une issue à la crise. "Notre objectif est clair, cela prendra le temps qu'il faudra mais nous rétablirons la situation", a assuré M. Jeannerat.

Publié le: 05/08/2008 à 17:51:04 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/suisse-libye-a136758.html>